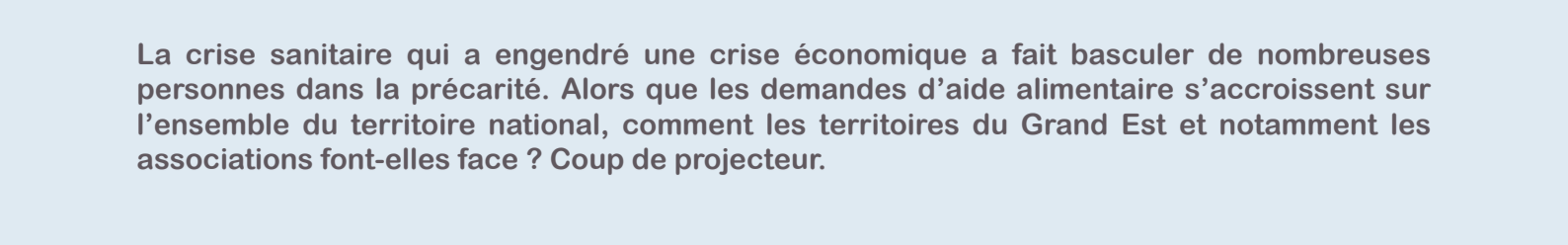


Terres d'Échos #24

LA LETTRE DE CITOYENS & TERRITOIRES GRAND EST

- Novembre/Décembre 2020 -



La crise sanitaire qui a engendré une crise économique a fait basculer de nombreuses personnes dans la précarité. Alors que les demandes d'aide alimentaire s'accroissent sur l'ensemble du territoire national, comment les territoires du Grand Est et notamment les associations font-elles face ? Coup de projecteur.

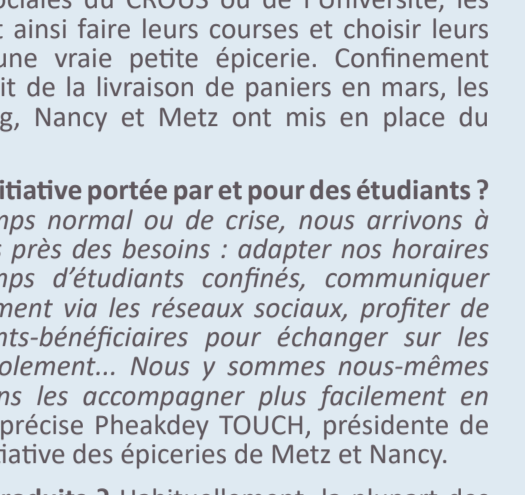
INITIATIVES TERRITORIALES

COMMENT LES TERRITOIRES LUTTENT-ILS CONTRE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE EN PÉRIODE DE CRISE ?

Les Agorae des épiceries solidaires par et pour les étudiants

Les jeunes et les étudiants semblent être parmi les catégories les plus fragilisées de cette crise sanitaire. Selon l'Observatoire de la Vie Étudiante, 33% des étudiants ont connu des difficultés financières lors du premier confinement, le double de l'habitude. Conséquence directe : les associations de solidarité de la région (Secours Populaire, Croix Rouge, Resto du Cœur...) ainsi que les organisations représentatives étudiantes se sont émues de voir arriver, en zone essentiellement urbaine et tout au long de l'année 2020, ce nouveau public parmi les bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Focus donc sur les Agorae, des épiceries solidaires gérées par et pour des étudiants menant un travail au long court à direction du public étudiant et qui ont, elles aussi, vu les demandes exploser. Portées par des fédérations d'associations étudiantes, ces initiatives ont démarrées depuis 7 ans dans plusieurs villes de la Région Grand Est : Nancy, Strasbourg, Reims, Metz.



Leur principe ? Permettre à des étudiants en situation de précarité et échappant aux mécanismes des bourses du CROUS d'accéder à des produits alimentaires et d'hygiène à 10% de leur coût réel. Une fois leur situation prise en compte par les assistantes sociales du CROUS ou de l'Université, les bénéficiaires peuvent ainsi faire leurs courses et choisir leurs produits au sein d'une vraie petite épicerie. Confinement oblige, après avoir fait de la livraison de paniers en mars, les Agorae de Strasbourg, Nancy et Metz ont mis en place du « click and collect ».

L'intérêt d'être une initiative portée par et pour des étudiants ?
« Que ce soit en temps normal ou de crise, nous arrivons à nous adapter au plus près des besoins : adapter nos horaires aux emplois du temps d'étudiants confinés, communiquer rapidement et facilement via les réseaux sociaux, profiter de la visite des étudiants-bénéficiaires pour échanger sur les cours à distance, l'isolement... Nous y sommes nous-mêmes confrontés et pouvons les accompagner plus facilement en cas de problèmes. » précise Pheakdey TOUCH, présidente de Fédélor qui est à l'initiative des épiceries de Metz et Nancy.

La provenance des produits ? Habituellement, la plupart des produits proviennent de la Banque Alimentaire et notamment des dons des particuliers et entreprises, mais depuis le début de l'année et la hausse constante des bénéficiaires - 5 à 10 nouveaux par jour sur Metz et Nancy en novembre - les Agorae achètent de plus en plus en grande surface afin de garantir une vraie quantité et diversité de produits.

Pour en savoir plus :

- Agorae Strasbourg – 1 place d'Athènes
- Agorae Metz – Bâtiment Simone Veil, Ile du Saulcy
- Agorae Nancy – 11 rue Lionnois
- Agorae Reims – 8 rue François Guillard

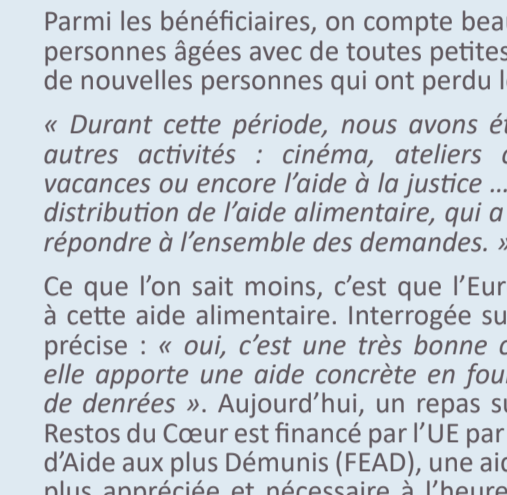
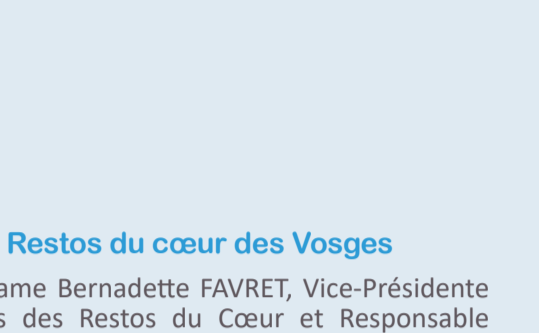
Une récente initiative d'achats groupés pour les personnes en précarité mais qui cherche son modèle économique

Dans le cadre de la démarche d'ADT Quart Monde et de Terres de Lorraine, une initiative d'achats groupés pour des personnes en précarité a démarré à l'automne 2020.

Un groupe de personnes en précarité a eu la possibilité en septembre de ramasser gratuitement des fruits et des noix. Depuis, trois d'entre elles opèrent un travail de repérage pour trouver des légumes, des fruits, viandes, de la farine, des œufs, au meilleur prix pour le bénéfice de neuf familles en précarité.

Pour réaliser ce travail de repérage, elles épluchent les catalogues de la grande et moyenne distribution, les publicités déposées dans les boîtes aux lettres. Elles se rendent également sur les marchés et auprès des producteurs du territoire. Mais il s'avère que les produits locaux et/ou biologiques sont souvent trop chers pour elles. Une fois qu'un produit alimentaire à un prix intéressant, est repéré (1kg de pommes de terre à 20 centimes par exemple), l'achat est effectué et est distribué aux familles grâce au véhicule d'une bénévole d'ADT Quart monde.

Ce projet tout récent permet de fournir une partie des aliments de base à ces familles démunies. Mais il montre combien une réflexion avec les élus locaux est nécessaire si l'on veut nourrir les pauvres avec les produits du territoire. Cette réflexion permettrait de parvenir à un modèle économique pérenne qui articule les différents volets précarité alimentaire/producteurs locaux/insertion/biologique.



L'engagement des Restos du cœur des Vosges

Rencontre avec Madame Bernadette FAVRET, Vice-Présidente des centres vosgiens des Restos du Cœur et Responsable départementale de l'aide à la personne.

Dans les Vosges, on compte 26 centres de distribution qui sont restés ouverts toute l'année. La campagne d'hiver 2019-2020 qui dure 16 semaines et s'organise entre novembre et mars, a permis de distribuer plus de 452 000 repas et de venir en aide à 2 450 familles soit près de 4 175 personnes servies chaque semaine. La campagne d'été 2020 qui s'étale de fin mars à fin novembre, a permis quant à elle de venir en aide à 1 920 familles avec plus de 515 000 repas servis.

Mme Favret constate que « la situation s'est dégradée pour de nombreuses personnes lors des deux confinements avec une augmentation des demandes d'aide alimentaire ». D'autant que l'organisation de la distribution des repas a dû être adaptée pour répondre aux contraintes sanitaires, « il a fallu changer nos modes de fonctionnement, tous les centres ont dû servir les repas à l'extérieur ». Une autre contrainte était le besoin accru de nouveaux bénévoles, car les centres comptent plus de 80% de personnes retraitées et donc empêchées par crainte qu'elles contractent le virus. « Heureusement des personnes sans emplois sont venues prêtées mains fortes » souligne-t-elle.

Parmi les bénéficiaires, on compte beaucoup de gens au RSA, des personnes âgées avec de toutes petites retraites, des étudiants et de nouvelles personnes qui ont perdu leur emploi.

« Durant cette période, nous avons été contraints d'arrêter nos autres activités : cinéma, ateliers cuisine, couture, coiffure, vacances du encore l'aide à la justice... L'activité s'est réduite à la distribution de l'aide alimentaire, qui a permis, jusqu'à présent de répondre à l'ensemble des demandes. » indique-t-elle.

Ce que l'on sait moins, c'est que l'Europe contribue pour partie à cette aide alimentaire. Interrogée sur la question, Mme Favret précise : « oui, c'est une très bonne chose que l'Europe soit là, elle apporte une aide concrète en fournissant un grand nombre de denrées ». Aujourd'hui, un repas sur quatre distribué par les Restos du Cœur est financé par l'UE par le biais du Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis (FEAD), une aide conséquente et d'autant plus appréciée et nécessaire à l'heure où les stocks de denrées s'amenuisent alors que devait démarrer les collectes dans les magasins, annulées du fait des contraintes sanitaires.



POINT DE VUE

L'EUROPE S'ENGAGE POUR VENIR EN AIDE AUX PLUS DÉMUNIS

La crise sanitaire a engendré une crise économique sans précédent et a, par conséquent, contraint l'Europe à réagir rapidement pour venir en aide aux citoyens européens. Comment l'Europe vient-elle en aide aux plus démunis ? Baudouin Baudru, Chef de la Représentation en France de la Commission européenne, nous en parle.



Baudouin BAUDRU

Avant d'entrer dans le vif du sujet, pouvez-vous nous expliquer quel est le rôle de la Représentation en France de la Commission européenne ?

B.B. La Représentation, dont les bureaux sont à Paris, a deux missions principales : une mission d'information et de dialogue avec les parties prenantes (territoires, société civile, syndicats, presse...) sur les enjeux des politiques européennes et une mission de veille des sujets de préoccupation et d'actualité en France. Dans ses missions, elle s'appuie sur le réseau des 49 Centres d'information Europe Direct présents sur l'ensemble du territoire national.

L'UE est souvent dépeinte par ses détracteurs comme anti-sociale... Etes-vous d'accord avec cette représentation ?

B.B. Non ! L'Europe est sociale, malgré ses compétences limitées en la matière, elle dispose d'une politique sociale. Le tout premier fonds a avoir vu le jour est le fonds Communauté Economique du Charbon et de l'Acier (CECA), il visait à lutter contre la concurrence dans les bassins industriels et stratégiques et à améliorer la compétitivité, à créer de nouveaux emplois et à soutenir la mobilité professionnelle. Celui-ci a par la suite évolué pour répondre également en compte l'équité sociale et l'égalité des chances notamment à travers le Fonds Social Européen (FSE). Au total ce sont 200 actes juridiques qui traitent de la protection sociale au niveau européen.

Que fait l'Europe pour venir en aide aux plus démunis ?

B.B. À l'origine, l'UE finançait le stockage des surplus alimentaires produits par les agriculteurs européens dans des entrepôts frigorifiques. Coluche alors était intervenu au Parlement dans des échanges en demandant à ce que les surplus soient utilisés pour distribuer l'aide alimentaire aux plus démunis. C'est comme ça qu'est né, le Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis (FEAD). Le FEAD ce sont 3,8 milliards d'euros pour la période 2014-2020 dont 500 millions d'euros en France pour le financement de l'aide alimentaire et matérielle. Cette aide est redistribuée par quatre intermédiaires : le Secours Populaire, la Croix-Rouge, les Restos du Cœur et la Fédération française des banques alimentaires.

Quelles décisions concrètes l'UE a-t-elle prises pour lutter contre la précarité alimentaire qui s'est exacerbée ?

B.B. L'arrivée de la crise sanitaire a engendré de nombreuses pour la distribution de l'aide alimentaire. Les règlements européens ont été modifiés pour permettre à ces associations d'acheter des équipements sanitaires pour distribuer l'aide alimentaire et des dons d'achat alimentaire. Nous avons été alertés par le Président des restos du cœur, Patrick Blanc, que le montant actuel ne suffirait pas pour couvrir les besoins en aide alimentaire en 2020, le nombre de personnes sollicitant une aide étant passé de 5,5 millions de personnes à plus de 8 millions de personnes. Face à cela, l'UE a adopté le règlement REACT-EU avec une enveloppe de 47 milliards d'euros pour 2020, 2021 et 2022 pour répondre aux besoins urgents d'aide alimentaire. Pour la période 2021-2027, chaque Etat membre devra réserver au minimum 2% de l'enveloppe du FSE+ à l'aide alimentaire. La France a fait le choix d'aller au-delà, en augmentant l'enveloppe de 500 à 870 millions d'euros pour l'aide alimentaire. On espère que cela sera suffisant.

Pouvez-vous nous donner un exemple de la manière dont l'UE aide les territoires à lutter contre la précarité ?

B.B. Il existe plusieurs instruments dont le socle européen des droits sociaux proclamés en 2017. Chaque Etat membre s'est engagé à travers l'adoption de ce socle à maintenir ou créer les conditions pour élaborer des standards minimaux. Par exemple, la proposition pour un revenu minimum décent dans toute l'UE.

À travers l'ensemble des programmes, l'UE s'engage dans la lutte contre la précarité. Un des objectifs du FSE est d'aider les jeunes qui ont décroché et leur donner une deuxième chance. L'Initiative pour l'Emploi des Jeunes va également se développer pour permettre aux jeunes d'être accompagnés et obtenir une indemnité mensuelle. En complément, le Fonds européen de développement régional cofinance des infrastructures d'accueil, de formation et des soins de santé.

Enfin, les garanties bancaires d'investEU viennent en aide aux porteurs de projets « risqués ». Ces garanties sont notamment octroyées à des entrepreneurs sociaux qui œuvrent dans le champ de l'Economie Sociale et Solidaire.

L'ÉCHO DES RÉSEAUX

ATD QUART MONDE, UNE ONG INTERNATIONALE, QUI LUTTE DEPUIS PLUS DE 60 ANS CONTRE LA MISÈRE ET LA PAUVRETÉ



Présent dans plus de 30 pays, **ATD Quart Monde** est un Mouvement international non gouvernemental et sans affiliation religieuse ou politique. En France, l'organisation du Mouvement repose sur une centaine de groupes locaux, regroupés selon les anciennes régions. C'est ainsi qu'il existe une équipe régionale (constituée de trois groupes locaux) en Lorraine, en Alsace et en Champagne-Ardenne.

Pour mener le combat contre la misère, **ATD Quart Monde** s'appuie sur trois modes d'actions complémentaires :

- Agir sur le terrain avec les personnes en situation de pauvreté pour s'unir autour d'un même combat et obtenir l'application du droit.
- Agir auprès des institutions pour faire évoluer les lois et les pratiques, en associant les personnes qui vivent en situation de pauvreté.
- Agir auprès de l'opinion publique pour faire changer le regard porté sur les personnes les plus pauvres et appeler la société à s'engager dans le combat contre la misère.

Quelques mots sur l'expérimentation « Se nourrir lorsqu'on est pauvre »

Cette démarche exemplaire est née en 2016 d'un partenariat entre Terres de Lorraine et ATD Quart Monde dans le cadre du plan alimentaire territorial de Terres de Lorraine.

L'objectif de cette recherche-action est de co-construire avec tous les acteurs et notamment les personnes les plus vulnérables, un cadre favorisant le développement d'initiatives pour un système alimentaire garantissant un accès à l'alimentation digne, durable et de qualité pour tous.

Pour aller plus loin :
Étude « Se nourrir lorsqu'on est pauvre » : <http://www.terresdelorraine.org/UserFiles/File/tal/se-nourrir-lorsquon-est-pauvre.pdf>
Le projet : <http://www.terresdelorraine.org/fr/en-nourri-lorsqu-on-est-pauvre-n.html>
Film : <https://www.lecese.fr/content/huquette-boissonnat-pely-ata-quart-monde-alimentation-durable>



À LIRE, À ÉCOUTER, À VOIR...

Imago TV – des milliers de ressources vidéos inspirantes autour « des transitions »



Une fois n'est pas coutume, nous n'allons pas ici parler d'un film ou documentaire, ni même de deux...mais de deux-mille cinq cent ! En effet, au détour du « Festival Alimen'terre » nous avons découvert Imago, une plateforme gratuite et collaborative ayant sélectionné un nombre imposant de docu, web séries, courts-métrages et podcasts qui se veulent « inspirants ». Les formats et les sujets sont divers mais se retrouvent autour des transitions (écologiques, énergétiques, alimentaires, démocratiques...). Ce site peut donc s'avérer une ressource intéressante aussi bien pour les longues nuits d'hiver que pour organiser – y compris en visio – des projections-débats. Vous pourrez ainsi y voir ou revoir Meeting Snowden, Irrintzia, Solutions locales pour un désordre global de Coline Serre et bien d'autres titres.

Site internet **IMAGO**

Cette lettre est éditée par Citoyens & Territoires - Grand Est • 7 rue Alexandre III, 54170 Colombey-les-Belles • 03 83 52 80 62 • accueil@citoyenterritoires.fr
Directeur de la publication : Olivier Jacquin • Rédactrice en chef : Claire Poinisgnon
• Textes : Camille Djurovic, Charles Thomassin, Corinne Tixier
• Crédits photos : C&T
• Illustration : Le Cil Vert
• Réalisation : Marion Guericolas • Dépôt légal : à parution • ISSN : 2553-0941 • Terres d'Échos est réalisé grâce au soutien de :

